



Communiqué de la CGT Educ'Action 93

Pour de réels investissements dans le service public !

Contre le développement des écoles privées !

Contre le retour du paternalisme industriel !

Ce lundi 16 septembre 2019, la presse régionale et nationale relayait l'ouverture de l'Institut des Vocations pour l'Emploi (LIVE) à Clichy-sous-Bois. Cette école est destinée aux adultes de 25 à 48 ans sans formation et sans emploi. Chaque « livrer » (surnom donné aux élèves de l'institut) assistera à 35 heures d'ateliers par semaine et son assiduité lui ouvrira, le cas échéant, une enveloppe de 1 000 €.

Les particularités de cet établissement ? La Première Dame, Brigitte Macron, professeure de français, y interviendra une fois par mois et occupera le rôle de présidente du comité pédagogique. Ce nouvel organisme est appuyé également par le chef Thierry Marx et le maire de la ville Olivier Klein. L'ensemble de ce projet est financé par LVMH et son PDG Bernard Arnault, première fortune française.

A la lecture de cette information, la CGT Educ'Action 93 exprime sa profonde incompréhension. En effet, si la Seine Saint-Denis est le département le plus jeune de France métropolitaine, il en est également le plus pauvre. L'Éducation Nationale, comme de trop nombreux services publics (missions locales, CIO etc.), y est en souffrance : avec un turn-over très important des enseignant-es (entre 40 et 70 % selon les secteurs), des locaux vétustes et insuffisants et un recours massif aux contractuel·les. Malgré les 2039 nouveaux élèves en collège les recrutements nécessaires et indispensables ne sont pas réalisés : aucune création de poste d'assistant-e sociale, de CPE, ou encore d'infirmier-e. Les publics spécifiques classes d'accueil, ULIS, RASED, SEGPA, MLDS etc. ne bénéficient jamais des moyens ni des structures suffisantes.

Face à cette situation, ce n'est pas d'un paternalisme industriel d'un autre âge dont la Seine Saint-Denis a besoin, mais de réels investissements dans le service public d'Éducation Nationale. C'est la solution la plus sérieuse pour répondre aux sorties de jeunes sans diplômes du système scolaire. La CGT Educ'Action 93 réclame donc, comme en 1998, un nouveau plan d'urgence pour le département, pour avoir enfin les mêmes moyens qu'ailleurs sur le territoire et garantir la réussite de tou·te·s les élèves.

Saint-Denis, le 19 septembre 2019